

## EDITORIAL



Par **Héliane Brus**  
Secrétaire fédérale à la Formation  
Candidate morbihannaise  
pour les européennes

### Pour une Europe citoyenne

Dans quelques jours maintenant, les habitants des 27 pays de l'Union européenne désigneront les 72 députés qui siègeront au Parlement européen.

L'Europe a d'ores et déjà prouvé qu'elle est un cadre indispensable de paix, d'intégration, de régulation, de protection et l'outil nécessaire pour lutter contre la crise. Elle devra coordonner les plans de relance et promouvoir un nouveau modèle économique durable, social et solidaire.

On ne peut que dénoncer la politique libérale menée par les gouvernements de droite, portée par le trio Sarkozy-Berlusconi-Barroso, car elle met en avant le marché et le capitalisme financier au détriment des citoyens. L'économie doit être avant tout au service d'un projet de société, au service du développement humain.

Il ne suffit pour autant pas de sanctionner mais bien de proposer un véritable programme, un socle commun qui permettra une solution alternative adaptée. Les socialistes et sociaux-démocrates européens ont aujourd'hui une véritable ligne d'action claire, concrète, argumentée par le biais du Manifesto. Six priorités en forment l'armature :

- relance de l'économie pour éviter le retour des crises financières,
  - volonté de mettre en place une véritable Europe sociale,
  - engagement pour un avenir durable de notre planète dans le combat contre le changement climatique,
  - lutte pour l'égalité des sexes,
  - établissement d'une immigration au service du progrès,
  - promotion de l'Europe comme partenaire essentiel pour la paix, la sécurité et le développement.
- Les états dépassent par ce programme, la simple addition de positions nationales et tendent à construire une citoyenneté européenne forte et partagée.

Dans un monde réparti en grands pôles économiques et politiques, l'Europe a plus que jamais l'opportunité de s'identifier par ses cultures, ses valeurs, ses convictions et sa politique. Pour cela, un vrai débat public européen devra naître au-delà des replis frileux sur les états nationaux. Ce choix nécessitera courage et vraie rupture avec nos pratiques pour oser aborder des sujets non consensuels. Poser les questions qui fâchent est aussi accepter que l'Union européenne devienne un véritable espace public démocratique. Conduire les débats et tous les débats est aussi, simplement, la façon de renforcer la démocratie européenne.

La campagne entre dans sa dernière ligne droite, mobilisons-nous contre l'abstention, votons pour une majorité de gauche au Parlement pour une Europe de paix, d'échanges, de partage, de liberté et de solidarité ; pour une Europe progressiste qui permette l'émergence d'une société où l'humain n'est pas qu'un possible ou une utopie mais bel et bien une réalité en marche !

## Le groupe de Gauche interpelle le Premier ministre

**Lors de son déplacement dans le Morbihan, le Premier ministre François Fillon a été reçu par les élus du Conseil général. A cette occasion, le président du Groupe de Gauche, Hervé Pellois, est intervenu pour interpeller le Premier ministre sur la réforme des collectivités territoriales. Voici quelques extraits de son intervention...**

Sur l'organisation du déplacement du Premier ministre, Hervé Pellois a tenu à préciser que "assister à cette démonstration de force de l'ordre dans les rues de Vannes et tout au long de votre périple morbihannais est quelque peu indécent alors que ces mêmes forces nous manquent cruellement au quotidien dans nos collectivités. (...) D'autre part, le groupe de Gauche s'étonne, Monsieur Le Premier Ministre, que votre venue impose à notre collectivité que ses agents quittent leur lieu de travail cet après-midi, plutôt que de leur permettre, s'il le voulait, travailler ou rencontrer leur Premier Ministre. Il serait temps de prendre exemple sur les démocraties nordiques qui permettent plus de proximité entre les élus et leurs concitoyens."

### Déstabilisation des collectivités locales

Sur la réforme des collectivités, a précisé qu'il "apparaît que les orientations soutenues par le Président de la République, davantage défendues dans les rangs de l'Assemblée que du Sénat, ont pour objectif masqué de déstabiliser les collectivités locales, de réduire leur nombre

et leur influence afin de les remettre sous la coupe nationale. (...) Une réforme qui remettrait en cause la clause générale de compétence pour les départements et les régions. Une réforme qui remettrait ainsi en question l'esprit de la décentralisation. Trois couples émergeraient, communes-groupements intercommunaux, départements-régions, Etat-Europe, sans vision globale de l'organisation territoriale de notre République. (...) La réforme n'a pas pour objectif de redéfinir les compétences et les ressources associées pour répondre aux besoins actuels de nos concitoyens. Non cette réforme a pour objectif une plus grande rationalisation des assemblées départementales et régionales car cela produirait des économies sur les dépenses de fonctionnement. Sous des couvertures de restriction des dépenses publiques, c'est la notion même de service public qui disparaît. (...)

La réforme territoriale doit donner à nos collectivités les moyens de leurs politiques. C'est là, Monsieur le Premier Ministre, une question primordiale que nous posons au gouvernement. Celle-ci est malheu-

reusement dépourvue de réponse concrète aujourd'hui. (...)

Il y a là un réel chantier qui serait tout autant nécessaire pour répondre à l'évolution de nos collectivités territoriales. Encore eut-il fallu que vous nous en donniez les moyens en nous donnant du temps, en créant, comme vous le demandez toutes les grandes associations d'élus, des assises nationales de la décentralisation. Les 500 000 élus, pour leur grande majorité bénévoles en France, sont un formidable vivier d'idées novatrices, une force de proposition et d'intelligence irremplaçable.

Tout doit être fait pour les encourager. La démocratie est complexe mais plus que jamais nécessaire. Personne n'a d'intérêt aujourd'hui à rajouter des incertitudes institutionnelles à nos difficultés économiques à venir. La réforme doit donner aux collectivités les moyens de mieux répondre aux besoins de nos concitoyens. Les élus veulent ainsi la confiance du gouvernement et s'opposent bec et ongles à toute recentralisation rampante.

## Européennes : débat départemental à Ploërmel

A l'issue de la journée de déplacements des 3 têtes de liste aux européennes, tous les socialistes morbihannais sont invités à se retrouver, le :

Mardi 26 mai 2009

Salle des fêtes de Ploërmel  
à 20h30

En présence également de :  
Héliane Brus - Candidate morbihannaise  
Gwendal Rouillard - Premier secrétaire fédéral



- Le programme complet des manifestations en page 2 -

## Services publics : communiqué

Dans le cadre de la Journée du 20 mai pour la défense des services publics, la Fédération, par la voix de Nathalie Le Magueresse, Secrétaire fédérale aux Services publics a adressé le communiqué suivant :

"Tant sur le plan national que sur le plan européen, l'UMP et le PPE ont mené une politique de destruction volontaire des services publics au mépris de la justice sociale, de l'égalité des chances et des équilibres entre territoires.

**L'éducation** (exemple de l'accueil des enfants de moins de trois ans), la santé (exemple du projet de loi Hôpital), **certains services de l'Etat** (exemple des juridictions de proximité) : **autant de domaines que le Président de la République a remis en cause.**

Face à cette politique libérale, nous souhaitons réaffirmer notre attachement au Pacte social dans un cadre européen. L'Europe de demain doit nécessairement passer par un renforcement de la solidarité entre citoyens et de la cohésion entre territoires.

Nous proposons notamment la définition et la mise en œuvre d'une directive-cadre sur les services publics. La petite enfance, l'éducation et la santé, en particulier, doivent répondre à des missions d'intérêt général (et non aux logiques du marché).

Nous devons ainsi rester mobilisés pour le développement et la sauvegarde des services publics et des services au public qui sont la seule garantie d'égalité entre les citoyens, les générations et les territoires."

## Prochaine réunion du Conseil fédéral

Mercredi 10 Juin - 19h30  
Lorient

## Réunion du BREIS

Dimanche 21 Juin  
9h30 à 12h30  
Quimper

Ordre du jour : préparation des régionales

## La section de Vannes fête ses "inusables" et lance son blog

La section de Vannes honore ses inusables militantes et militants octogénaires, à l'occasion d'un pot de l'amitié, suivi d'un repas républicain (15 euros), le : 17 juin 2009 à 19h00 au Palais des Arts et des Congrès de Vannes  
Inscription : ps.vannes@orange.fr ou au 02 97 47 54 52



Le blog de la section de Vannes a également été ouvert récemment à l'adresse : <http://psvannes.blogspot.com/>

## CAMPAGNE EUROPEENNE

### L'Europe de la pêche à Lorient



Un débat a été organisé à Lorient le vendredi 15 mai sur l'Europe de la pêche. Les intervenants présents, Annick Le Loch - Député du Finistère, Norbert Métairie - Maire de Lorient et Président de Cap L'Orient et Françoise Olivier-Coupeau - Députée du Morbihan, nous ont rappelé qu'à l'heure actuelle, malgré le plan d'action du "Livre vert" (politique commune des pêches), différentes questions ne semblent pas traitées :

- Comment lier viabilité économique, social et écologique autour du secteur d'activité pêche ?
- Comment élever la question de la pêche au centre des débats européens ?
- Quel avenir pour l'emploi dans le secteur de la pêche en Europe ?



- Quel est l'état de la ressource ? Quel organisme s'occuperait de faire cette évaluation ?

- Comment mettre en place des quotas au plus près de l'état de la ressource ?

Durant cette soirée les échanges entre intervenants, professionnels de la pêche et l'auditoire ont permis de mettre en évidence la nécessité de prendre à bras le corps la problématique d'un secteur d'activité en crise, afin de permettre de sauvegarder le secteur économique et les emplois tout en préservant l'environnement marin.

En conclusion de cette réunion, un mot d'ordre a été lancé : tous aux urnes !

Jonathan Thibout

### PAC et crise alimentaire à Pontivy



Odette Herviaux - Sénatrice et vice présidente à la Région et Henri Nallet - ancien ministre de l'Agriculture ont animé une réunion-débat sur un thème particulièrement sensible en Bretagne : la crise alimentaire et la PAC.

Devant un public d'une quarantaine de personnes, composé à part sensiblement égale de militants et d'agriculteurs, Odette Herviaux rappelé que, dans le contexte de la nouvelle donne alimentaire mondiale, l'Europe a plus que jamais besoin d'une politique publique forte pour ses productions agricoles et sa filière agroalimentaire.

Henri Nallet a pour sa part démontré que l'évolution d'une politique agricole de plus en plus libérale a fait

émerger la crise alimentaire de 2007-2008 que personne n'a vu venir, et qui aurait dû signer pourtant la fin d'une période de libéralisation.

Un débat très riche s'est engagé ensuite avec un public averti, soucieux des questions écologiques, autour des notions de protectionnisme, d'échange, d'énergie verte, d'agronomie, de recherche et de formation

Pour conclure, Henri Nallet a exhorté la salle à ne pas « disperser ses voix sur des petites listes qui ne servent à rien » mais au contraire de voter massivement pour des gens compétents connaissant bien le fonctionnement du Parlement Européen.

Elisabeth Pedrono

### L'Europe, la crise et nous à Saint-Avé

La réunion publique de Saint Avé sur "L'Europe, la crise et nous" a rassemblé une centaine de personnes autour de Bernard Poignant, maire de Quimper, député européen sortant, d'Isabelle Thomas,



vice-présidente de la Région Bretagne et d'Hélène Brus, Secrétaire fédérale à la formation. Ces deux dernières sont candidates sur la liste PS du Grand-Ouest, menée par Bernadette Vergnaud. Hervé Pellois - Maire de Saint-Avé et Président du Groupe de Gauche au Conseil général, Thierry Eveno - Secrétaire de section et Maxime Picard - Animatrice de circonscription. Les interventions ont bien montré

toute l'importance du scrutin du 7 juin prochain. Si nous voulons une Europe plus efficace contre la crise, ayant la volonté d'imposer au système financier une réelle régulation, décidée à lutter contre les "délocalisations internes" par des convergences fiscales et sociales progressives pour aboutir un jour à l'harmonisation, si nous voulons tout cela, nous devons donner au groupe socialiste la pre-



mière place dans le nouveau Parlement.

Des trois piliers institutionnels de l'Europe, deux vont rester à droite (Conseil et Commission). Le troisième pilier, le Parlement, doit constituer une force d'entraînement progressiste, et ce d'autant plus que le Traité de Lisbonne donnera à ce Parlement plus de pouvoirs.

## Européennes : les réunions à venir

- Mercredi 27 mai - Meeting Ouest à Nantes/Rezé -

19h00 - Inscription bus au 02 97 84 84 55 - Dans la limite des places disponibles

- Jeudi 28 mai - Réunion publique à Ploemeur -

20h30 : Avec Arnaud Montebourg - Député de Saône-et-Loire sur "L'après G20 et la fiscalité européenne"

- Jeudi 28 mai - Réunion publique à Sarzeau -

20h - Avec Odette Herviaux sur le développement durable

- Mardi 2 juin - Réunion publique à Lorient -

20h30 : Avec Jean-Yves Le Drian et Isabelle Thomas

- Mercredi 3 juin - Meeting régional à Saint-Brieuc -

- Jeudi 4 juin - Réunion publique à Saint-Jean-La-Poterie -

20h30 - Avec Bernard Poignant



## Pour un travail de prospective démocratique sur l'avenir du modèle social français

**A travers les débats ouverts en France par la loi HADOPI, la loi LRU, la loi Bachelot, et plus largement sur la manière de gouverner du Président de la République, nous devons plus que jamais saisir l'occasion de montrer ce qui nous distingue profondément de l'actuelle majorité gouvernementale qui se croit "au-dessus".**



**Valérie Vivien**  
Secrétaire fédérale à la Démocratie et à la Citoyenneté

En effet, toutes ces lois reposent sur un vieux postulat technocratique selon lequel **l'avenir de la société doit être formulé au sommet**. Or à l'heure des mégapoles, de l'afflux de la nouveauté, de la circulation toujours plus rapide d'informations innombrables entre des groupes sociaux en constante multiplication, à l'heure où le pouvoir ne peut parfois presque rien face à la puissance du multiple, **cette manière de gouverner n'est tout simplement pas adéquate**. C'est dans une perspective nouvelle en effet qu'il faut affronter ces questions de société, parmi les milliers d'autres questions qui se posent à tout parti de gouvernement.

Lors des élections présidentielles de

2007, avec **dans notre programme la démocratie participative**, nous avions déjà eu l'intuition que l'avenir était à l'approfondissement de la démocratie. Sans doute n'avons nous pas su faire au bon moment la démonstration que l'idée de démocratie participative n'était pas qu'un projet naïf ou une nouvelle forme de populisme comme le craignaient certains. Et pourtant qui aujourd'hui défendrait l'idée que le gouvernement a raison de voter des lois qui n'ont aucun sens pour les personnes concernées, qu'il s'agisse de l'hôpital, de l'université, de la justice ? Et qui ne voit pas toutes les difficultés qu'a ce gouvernement à imposer d'en haut son avenir à la société française ?

Nous les socialistes avons donc le devoir d'**approfondir notre projet d'alternance** dans son volet qui concerne la **démocratisation des processus de décision**. Pour au moins trois raisons.

D'abord parce que l'expérience

montre qu'en ne reconnaissant pas les spécificités de tel ou tel groupe social on se coupe de la réalité et on se prive de la possibilité de mener des actions efficaces. **La démocratie comme généralité n'a pas de force suffisante en elle-même** mais au contraire ne peut mobiliser que si tous les citoyens peuvent s'y reconnaître et souhaitent adhérer à ses principes.

Ensuite parce **le combat pour le contrôle des forces du changement est un combat vital pour toute l'humanité**, sauf à vouloir se laisser balloter de crise en crise, de catastrophe écologique en catastrophe écologique, de guerre en guerre.

Enfin parce que **c'est sans doute une des traductions politiques à donner à notre engagement aujourd'hui** auprès des millions de Français qui manifestent, dont certains parfois depuis des mois, pour qu'on les écoute et qu'on les prenne au sérieux.

## MJS Mouvement des Jeunes socialistes du Morbihan

### Lettre ouverte à Nicolas Sarkozy et à son premier ministre François Fillon

Monsieur le Président de la République,

En cette 2<sup>ème</sup> année de votre entrée en fonction, l'heure d'un premier bilan approche, et ce bilan est mauvais : la crise est là et l'idéologie défendue, l'ultralibéralisme, au lieu de défendre, enfonce, au lieu de protéger, divise...

Le MJS vous accuse de vous servir encore du **prétexte de la sécurité** pour mettre à mal le choix de chacun de suivre la vie qu'il veut. Savez-vous M. Le Président, que votre valet, le Prefet Cayrel, pense que pour combattre l'alcoolisme chez les jeunes, seules valent les mesures répressives ? Savez-vous que dans le département du Morbihan, la seule réponse donnée aux jeunes est qu'ils ne sont que des délinquants en puissance ? Et après l'on s'étonne des fractures générationnelles ?

**La fameuse loi Hadopi** n'est-elle pas aussi l'expression de cette méfiance ? Voilà l'intermaute soupçonné, fliqué jusqu'à chez lui ! **C'est la liberté que vous sacrifiez au quotidien** et le déploiement de policiers pour une simple visite ne fait que le confirmer ! Votre unique solution aux problèmes de la France : la répression !

Le MJS vous accuse de contribuer à des divisions à l'intérieur du territoire, après

la **réforme de la carte judiciaire, vraie boucherie sans vision**, vous voulez faire de même pour l'**hôpital et l'université**, en condamnant, au final, les fics de proximité comme Vannes au profit de grands ensembles déshumanisés. Voilà le but final de la loi LRU, voilà le but du décret sur la notation des profs : l'autonomie, oui, mais sans les moyens ! Cela rappelle la décentralisation que votre majorité a soutenue et qu'importe Balladur si les moyens ne suivent pas ! **C'est l'égalité que vous abandonnez !**

Le MJS vous accuse de privilégier les riches au détriment de la nation, via un bouclier fiscal qui n'a plus lieu d'être, vous contribuez à **privatiser les profits et à mutualiser les risques**. Vous contribuez ainsi au déficit de la France, à son creusement, au fait que, demain, les jeunes générations devront payer pour les cadeaux que vous faites à vos copains.

Le **délit de solidarité** est aussi un exemple de la division que vous voulez faire naître : un homme, une femme veut aider son prochain dans le malheur, ce qui a toujours été la fierté d'un pays qui se dit celui des droits de l'Homme, voilà que cette personne peut être condamnée

parce qu'elle a tendu la main ? **Voilà donc la fameuse fraternité républicaine que vous condamnez et mettez à mal !**

Et votre slogan pour les européennes : "Si l'Europe veut, l'Europe peut !" M.Sarkozy, pouvez-vous garantir l'emploi en France ? Pouvez-vous aider les jeunes toujours plus nombreux en cette période à **sortir de la précarité** ? Et pendant votre présidence de l'Union, avez-vous aidé en quoi que ce soit les Européens à sortir de la crise autrement que par de nouvelles mesures fiscales en faveur de quelques uns ?

Il vous reste encore trois ans de mandat, trois années pour réparer deux années d'errements, de mauvaises décisions, de communication érigée en politique... Est-ce que cela sera suffisant ?

Le MJS en doute et compte **que chaque élection, chaque scrutin, chaque débat soit l'occasion de s'opposer mais aussi de proposer** une société humaniste fondée sur la volonté de changement plutôt que fondée sur le repli sur soi et la seule réussite individuel.

**Jeremy Gaultier**  
Animateur fédéral - MJS 56  
<http://jeunes-socialistes56.over-blog.fr>

## Les sections de la CCPRM se mobilisent...

A l'initiative de Robert Ulliac, Jean-Charles Lohé et Pierre Pouliquen, secrétaires de section de Gourin, Guémené-sur-Scorff et Le Faouët, les adhérents se sont retrouvés le 5 mai à Gourin pour analyser la politique menée sur le territoire de la communauté de Communes du Pays du Roi Morvan. Il est vrai que nous n'avons fait que respecter l'engagement pris le 7 février 2009 à Locmalo lors de la cérémonie des vœux en présence de Stéphane Le Guennec, Secrétaire fédéral aux sections et de Gwendal Rouillard, Premier secrétaire fédéral.

La réunion s'est déroulée dans une excellente ambiance et un tour de table a permis à chacun de s'exprimer très librement. En attendant de nous revoir pour la mise en place des groupes de travail, il a été néanmoins décidé :

- d'être davantage présent sur le terrain en revendiquant dans la mesure du possible son appartenance au Parti socialiste ;
- de rencontrer les vices présidents (socialistes et sympathisants) de la communauté de communes du Pays du Roi Morvan afin d'échanger sur certains projets communautaires ;
- de prendre position très rapidement par voie de presse sur des conflits liés à notre territoire tels que G.D.E. sur Plouray, la casse des services publics en milieu rural etc ... et d'apporter notre soutien aux manifestations.

Mais dans l'immédiat, tout le monde était d'accord pour reconnaître que l'urgence était l'implication de chacun dans la campagne des européennes en allant à la rencontre des habitants d'ici le 7 juin pour mobiliser et faire gagner le Parti socialiste.

## Remerciements de Michelle David

Je dis un grand merci à tous pour les gestes d'amitié témoignés à l'occasion de mon départ en retraite.

Je garderai un merveilleux souvenir de tous ces moments passés ensemble et de la richesse des échanges que j'ai pu avoir avec chacun d'entre vous au cours de ces 21 années.

Michelle

## Premier secrétaire fédéral

**Mardi 26 mai - Morbihan**

Journée avec les candidats aux européennes

**Mercredi 27 mai - Rezé**

Meeting Ouest élections européennes

**Jeudi 28 mai - Ploemeur**

Réunion publique avec Arnaud Montebourg

**Vendredi 29 mai - Branderion**

Conseil de Cap l'Orient agglomération

**Mardi 2 juin - Lorient**

Réunion publique avec Jean-Yves Le Drian

# Actualité

## On parlait de récession, la voilà...

Il paraît que nous serions en récession, c'est du moins l'annonce qu'en a fait le gouvernement avant de devoir rectifier le tir de ses prévisions pour 2009 et après si affinités. Cette nouvelle m'a profondément troublé car je croyais bêtement que nous étions en récession déjà depuis l'année dernière. Il est vrai que je n'ai pas les connaissances de la ministre de l'Economie et des Finances et de ses brillants stratèges de Bercy. Heureusement que selon les mêmes sources les prix ont tendance à baisser, ce dont vous vous apercevez tous les jours bien sûr. Malgré cette situation financière déplorable qui grève chaque mois le budget de la France, Nicolas Sarkozy reste droit dans ses bottes et ne veut absolument pas remettre en question les cadeaux fiscaux donnés au plus aisés de nos compatriotes, ni revoir une fiscalité de plus en plus facteur d'inégalité.

Il compte sans doute, pour renflouer les caisses de l'Etat, sur des recettes du type radars sur les routes qui devraient passer de 2 346 unités à 4 500 en 2012. La recette devrait atteindre 550 millions d'euros, en hausse de 23 %. Il pourra aussi économiser quelques sous en faisant des coupes drastiques dans le budget destiné à la construction des logements sociaux dont la pénurie se fait toujours sentir. Sans parler non plus des économies faites à l'Education nationale, dans les hôpitaux et dans la fonction publique en général, avec toutes les suppressions de postes prévues. Faites leur confiance, ils trouveront d'autres moyens pour pressurer la classe salariale.

La désastreuse situation économique donne des idées à de nombreux chefs d'entreprise qui n'hésitent plus à proposer à leurs salariés des baisses de salaires, sur le plan du volontariat bien sûr. Ils sont d'ailleurs encouragés par le ministre du Travail, Brice Hortefeux, qui affirme que ce type d'initiatives « ne le choque pas ». Ce type d'initiatives est à ranger dans le même placard que celles des patrons qui proposent des mutations à leur personnel en Chine ou aux Indes, moyennant des salaires de misères.

La foire aux bonnes idées est ouverte, gageons qu'il y en aura d'autres du même tonneau avec toujours pour principe de taper sur les plus faibles. Et pourquoi pas travailler le dimanche, voilà une idée qu'elle est bonne !

Le Cormoran

## Les enjeux des politiques environnementales

**La conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de Paris en 1972 a ouvert la voie à la mise en œuvre d'une politique commune en matière de protection de l'environnement. Depuis lors, la politique européenne de l'environnement a évolué, passant progressivement d'un ensemble de législations minimales et thématiques à une stratégie globale et intégrée.**

Cette politique vise aujourd'hui la protection et l'amélioration de la qualité de l'environnement, la protection de la santé des personnes, l'utilisation prudente et rationnelle des ressources naturelles. Au plan international, elle promeut des mesures destinées à faire face aux problèmes régionaux ou planétaires de l'environnement.

En 1992, le traité de Maastricht a conféré à l'environnement le rang de "politique européenne". Puis, le traité d'Amsterdam a prolongé cette évolution en intégrant le principe de développement durable, un "développement qui répond aux besoins présents sans compromettre la capacité des générations futures à satisfaire les leurs". Désormais, toutes les actions et les politiques communautaires doivent prendre en considération le principe du développement durable. Il convient cependant de rappeler que l'UE n'agit que dans la mesure où des décisions nationales ne seraient pas suffisantes, en vertu du principe de subsidiarité.

Les principes fondamentaux qui soutiennent l'action européenne en matière d'environnement sont les suivants : 1. "Mieux vaut prévenir qu'assainir" : il est préférable d'éviter la pollution à la source plutôt que d'en effacer les conséquences. 2. "Pollueur-payeur" : les pollueurs doivent supporter le coût de la pollution dont ils sont responsables.

3. "Principe de précaution" : s'il existe de fortes présomptions qu'un nouveau problème écologique est sur le point d'apparaître, des mesures de précaution sont prises sans attendre une confirmation scientifique complète.

L'environnement bénéficie d'un financement important de la part de l'UE. Au-delà de l'instrument spécifique LIFE+ qui dispose d'un budget de 2 milliards d'euros pour la période 2007-2013, d'autres moyens financiers sont affectés aux mesures de protection de l'environnement tels les Fonds structurels ou le Fonds de cohésion de l'UE. La protection de l'environnement passe aussi par la réduction du fossé entre les régions les plus pauvres et les plus riches de l'Union. Des moyens financiers destinés à encourager les pratiques agricoles respectueuses de l'environnement sont également fournis par le Fonds pour le développement rural. En cas de crise environnementale majeure, comme les marées noires, l'UE fournit une assistance par le biais du Fonds de solidarité.

Le fondement concret de l'action de l'UE se trouve dans la sixième édition du programme d'action pour l'environnement qui planifie l'action communautaire à l'horizon 2012. Intitulé "Environnement 2010 : notre avenir, notre

choix", ce programme constitue la pierre angulaire de la politique européenne en matière d'environnement. Ce programme d'action pour l'environnement définit quatre priorités d'action : 1. Le changement climatique - 2. La nature et la biodiversité - 3. L'environnement et la santé, ainsi que la qualité de la vie - 4. Les ressources naturelles et les déchets.

Enfin, lors des sommets mondiaux sur le développement durable, l'UE a prouvé son engagement à l'égard des questions environnementales mondiales en jouant un rôle majeur et pionnier, notamment en faveur de la réduction des gaz à effets de serre.

### Manifesto : la position du PSE

Dans un chapitre intitulé "Mettre l'Europe en tête de la lutte contre changement climatique", le document développe longuement les ambitions des socialistes européens pour une Europe leader dans le domaine. Sont ainsi fixés deux grands objectifs :

1. Faire aboutir les négociations internationales pour un accord mondial sur le climat notamment afin de parvenir lors du sommet des Nations Unies fin 2009 à un accord sur un objectif mondial de réduction de 30%, à l'horizon 2020, des émissions de gaz à effet de serre.
2. Entraîner, par l'exemple, une politique du climat et de l'énergie plus ambitieuse pour l'UE, avec une attention qui mérite d'être soulignée à l'égard de la politique agricole.

## La directive européenne de l'eau en Bretagne



**Gérard Mével**  
Vice-président du Conseil régional chargé de la Qualité de Vie, de l'Eau, des Espaces Naturels et des Paysages

**Quelle est l'implication de l'UE en Bretagne sur la politique environnementale ?**

Il existe de nombreuses directives européennes dans le domaine environnemental. Je me contenterai ici de donner quelques perspectives dans le domaine de l'eau.

**La directive cadre européenne de l'eau : DCE**

Adoptée le 15 septembre 2000, elle constitue la pièce législative centrale au sein de laquelle sont regroupées les principales directives concernant la

gestion de l'eau au niveau européen. Les États membres se sont engagés à respecter les principes de cette directive qui s'inscrit dans une logique de résultats, avec pour objectif l'atteinte du bon état écologique des eaux et des milieux aquatiques à l'horizon 2015. Cette directive a été transposée en droit français le 21 avril 2004.

**Un contexte difficile...**

Le contentieux européen sur les eaux brutes n'est que suspendu et la France est à nouveau dans le collimateur de la Commission européenne à propos de la lutte contre les pollutions agricoles dans le cadre du "3<sup>ème</sup> plan directive nitrates". Par ailleurs, la Bretagne est classée entièrement en zone vulnérable et sensible à l'eutrophisation.

**Perspectives et outils pour atteindre les objectifs DCE**

La cohérence des politiques publiques est une condition préalable. Sans articulation plus marquée entre politique agricole et politique de l'eau, au niveau national, toutes les politiques d'accompagnement sur l'eau risquent d'être vouées à l'échec. La régionalisation des aides PAC au service de notre agriculture et de son environnement est une nécessité.

Le Contrat de projet État Région constitue un instrument majeur de la reconquête. Les grands axes de ce Contrat auquel le Conseil régional a largement contribué portent sur un cadre d'intervention territorialisé (de la source à la mer) basé sur les SAGE\* et sur les bassins versants pour la mise en œuvre opérationnelle

- **Le SDAGE Loire-Bretagne\*\*** : ce document de planification actuellement en révision doit impérativement répondre aux exigences de la DCE, aux attentes des acteurs, des citoyens et prendre en compte la spécificité bretonne, notamment de son littoral.

- **Expérimentation sur l'eau en Bretagne** : elle répond aux principes fondamentaux de la DCE (cohérence hydrographique, subsidiarité, participation des acteurs) et pourrait s'articuler à plusieurs niveaux : planification, coordination des moyens financiers et un droit de regard sur la réglementation. La réforme des échelons territoriaux et la clarification des compétences nous a donné l'opportunité de renouveler cette demande. Toutes les précédentes ont jusqu'à présent été rejetées.

\*Schéma d'Aménagement et de Gestion de l'Eau  
\*\*Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion de l'Eau

## Le Rappel



Propriété de la Fédération du Parti Socialiste du Morbihan

Directeur de la publication : Gwendal Rouillard ■  
Directeur délégué : Jean Kerguelen ■ Rédacteur en chef : Tugdual Gauter ■ Rédaction, composition : 17, rue Auguste Nayel - 56100 Lorient ■  
Tél. : 02 97 84 84 55 ■ Télécopie : 02 97 84 82 14 ■  
■ Courriel : lerappel@wanadoo.fr ■  
ISSN : 0996-1623 ■ N° CPPAP : 0610 P11474 ■  
Impression : IBB - Espace Beaufort - BP 15 - 56701 Hennebont cedex ■